

Article

« [s.t.] »

Ouvrage recensé :

Catherine FERLAND, *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France*, Septentrion, Québec, 2010, 404 p.

par Mathieu Tremblay

Recherches sociographiques, vol. 52, n° 1, 2011, p. 195-196.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/045867ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

de pharmacien. En relevant les attributs de cette profession en développement, l'auteure analyse même les filiations et les rapports maritaux (endogamie et exogamie) pour constituer le profil social du pharmacien canadien et illustrer l'évolution de la profession. De plus, à travers le prix des drogues chez certains apothicaires, la comparaison de leurs revenus à ceux des médecins et des chirurgiens, et l'inventaire des remèdes les plus administrés, les plus chers et les plus populaires, on parvient à la description claire d'une pratique et d'une économie orientées vers la thérapeutique et l'administration des drogues.

Cet ouvrage s'inscrit dans une plus grande histoire, celle des soins et bien sûr dans la sociologie de la pratique médicale.

Guillaume DUROU

*Candidat à la maîtrise,
Département de sociologie,
Université Laval.
guillaume.durou.1@ulaval.ca*

Catherine FERLAND, *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France*, Septentrion, Québec, 2010, 404 p.

La consommation des boissons alcooliques fait partie intégrante de la culture européenne fraîchement débarquée en terre d'Amérique du Nord. Trait de civilisation ou de régression selon les points de vue, les différents produits issus de la fermentation ou de la distillation font vite parler d'eux et contribuent concrètement à forger la colonie naissante... et à orienter son devenir.

Les nouveaux arrivants dans la vallée laurentienne s'adonnent à moult essais pour produire vin, bière et alcools issus d'ingrédients locaux, avec un succès mitigé. Si la vigne canadienne est capricieuse, la production de bière est relayée davantage à la sphère domestique ainsi qu'aux communautés religieuses et s'avère plus difficile à saisir. Bien vite a-t-on recours à l'importation des produits alcoolisés de la métropole, des pays européens limitrophes et des autres colonies françaises d'Amérique. La variété des produits disponibles en milieu urbain est surprenante, signe que la mondialisation est déjà à l'œuvre ! Le commerce de l'alcool, qui permet à l'État d'engranger des profits substantiels, le place inévitablement dans une position inconfortable au plan moral. C'est qu'il se doit de faire face aux désordres sociaux causés par les excès de la consommation et de la traite des boissons tout en essayant les critiques.

Pour retracer la production, la circulation et la consommation des boissons alcooliques, l'auteure a croisé et analysé avec minutie de nombreuses sources manuscrites et imprimées de la Nouvelle-France, des sources complémentaires (rapports des fouilles archéologiques et artefacts) ainsi que des textes anciens comme les récits de voyage au Canada. Le boire est abordé principalement dans sa dimension masculine, les sources étant beaucoup plus avares du côté féminin. Cela permet néanmoins d'explorer les implications sociales, culturelles et symboliques du boire. La consommation d'alcool se distingue également selon qu'elle soit issue

de la classe populaire, des gens de métiers, des élites, des militaires, des ecclésiastiques ou des Amérindiens, affichant des motivations et des façons de faire très variées, voire opposées. Deux chapitres étudient d'ailleurs la question complexe du boire amérindien et proposent des réflexions novatrices.

À la lecture de cet ouvrage fort original et amplement documenté, imaginer les 17^e et 18^e siècles canadiens sans substances alcooliques revient à faire table rase du passé, tant l'alcool y joue un rôle prépondérant. L'éclairage apporté par l'historienne Catherine Ferland marque un jalon significatif dans l'historiographie de cette période et comble d'importantes lacunes. Nul n'avait embrassé si largement le sujet avec autant de précisions et de nuances.

Mathieu TREMBLAY

*Musée de société des Deux-Rives,
Salaberry-de-Valleyfield.
mtremblay@lemuso.com*

Natacha GAGNÉ, Thibault MARTIN et Marie SALAÛN (dirs), *Autochtonies. Vues de France et du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, 530 p.

Existe-t-il une perspective francophone à l'étude des peuples autochtones ? Comme son titre l'indique, cet ouvrage, dirigé par Natacha Gagné, Thibault Martin et Marie Salaün, s'intéresse aux regards que portent les chercheurs du Québec et de la France sur l'autochtonie. Comment les sciences sociales québécoises et françaises abordent-elles l'étude des peuples autochtones ? Que peut-on apprendre d'un dialogue transatlantique autour d'un objet d'étude aussi divers ? Les vingt-huit chapitres du livre proposent autant de réponses fort nuancées à cette question.

Le débat est lancé dès le départ. « L'autochtonie » est-elle en soi une catégorie d'analyse valide ? Peut-on parler, de manière objective, d'une réalité autochtone qui serait universelle ? Comme le soulignent Natacha Gagné et Marie Salaün dans la présentation de l'ouvrage, les traditions intellectuelles française et anglo-saxonne – cette dernière étant plus présente au Québec – ne réservent pas le même sort au concept même d'autochtonie.

Dans la tradition française, républicanisme et héritage colonial obligent, la notion même d'une identité autochtone ayant une portée analytique et normative, voire juridique, universelle apparaît problématique. Qui est autochtone et qui ne l'est pas ? Comment définir, sociologiquement, les « habitants originels » d'un lieu ? Plus problématique encore, en quoi une culture ou une identité dite autochtone aurait-elle une légitimité différente, au plan moral, mais aussi politique ? Le danger, comme le souligne Alban Bensa dans sa contribution à l'ouvrage, est de favoriser, par la production de telles catégories scientifiques, la reproduction des dynamiques d'exclusions associées au colonialisme, ou encore de légitimer des politiques discriminatoires favorisant la majorité « autochtone ». Les terrains de prédilections de l'anthropologie et de la sociologie françaises, en Afrique et en Océanie en particulier, viennent confirmer cette tendance à l'instrumentalisation de l'identité autochtone par un groupe dominant.